

L'Actu de la semaine

Du 02 au 06 mars 2020



FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

FISCAL

Sites institutionnels

- Impots.gouv.fr : Liste indicative des communes et EPCI qui ont institué la taxe communale forfaitaire sur les cessions à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles (article 1529 du code général des impôts). (mise à jour 01/03/2020)
- Collectivites-locales.gouv.fr : La DGCL publie sa note d'information relative aux informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2020

Jurisprudence

- Code général des impôts 2° du II de l'article 156 : [Saisine n° 2020-842 QPC - CE 2-3-2020 n° 436454](#)

Au BOFiP-Impôts

- [04/03/2020](#) : BIC - IF - Prorogation des exonérations fiscales en faveur des jeunes entreprises innovantes (JEI) et assouplissement du seuil de dépenses de recherche (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 46)
- [04/03/2020](#) : BIC - IS - Déduction exceptionnelle en faveur de certains investissements dans des équipements de réfrigération et de traitement de l'air (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 25)
- [04/03/2020](#) : BIC - Déduction exceptionnelle applicable aux simulateurs de conduite doté d'un poste de conduite (loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, art. 98)
- [04/03/2020](#) : BIC - Prorogation du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, art. 139)

- [04/03/2020](#) : TVA - Extension du taux réduit à la chaleur distribuée par réseau issue de l'énergie solaire thermique (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 18)
- [04/03/2020](#) : CF - SJ - Garanties des contribuables - Prise de position formelle de l'administration (loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance, art. 9 et 11)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 26 février 2020](#) fixant le barème forfaitaire permettant l'évaluation des frais de déplacement relatifs à l'utilisation d'un véhicule par les bénéficiaires de traitements et salaires optant pour le régime des frais réels déductibles
- [Arrêté du 27 février 2020](#) fixant le taux de la taxe sur la vente de produits phytopharmaceutiques
- [Arrêté du 27 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 3 février 2012 relatif aux avances, aux subventions, aux prêts et à l'attribution de ristournes sur cotisations ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles des salariés agricoles
- [Arrêté du 5 mars 2020](#) modifiant l'arrêté du 29 janvier 2020 portant ajustement de périmètre des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques

Union Européenne et International

- [OCDE](#) : Le Portugal dépose son instrument de ratification de la Convention Multilatérale BEPS
- [RÈGLEMENT \(UE\) 2020/283 DU CONSEIL du 18 février 2020](#) modifiant le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne des mesures de renforcement de la coopération administrative afin de lutter contre la fraude à la TVA
- [DIRECTIVE \(UE\) 2020/284 DU CONSEIL du 18 février 2020](#) modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement
- [DIRECTIVE \(UE\) 2020/285 DU CONSEIL du 18 février 2020](#) modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) no 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises
- Rapprochement des législations – Services de télécommunications – Mise en œuvre de la fourniture d'un réseau ouvert de télécommunications – Directive 97/13/CE – Taxes et redevances applicables aux licences individuelles – Régime transitoire instituant une redevance au-delà de celles autorisées par la directive 97/13/CE – Autorité de la chose jugée attachée à un arrêt d'une juridiction supérieure estimé contraire au droit de l'Union : [CJUE 4-3-2020 aff. 34/19](#)
- Union douanière – Règlement (UE) no 952/2013 – Soustraction à la surveillance douanière – Vol de marchandises placées sous le régime de l'entrepôt douanier – Article 242 – Responsable de la soustraction – Titulaire de l'autorisation d'entrepôt douanier – Sanction pour infraction à la réglementation douanière – Article 42 – Obligation de payer une somme correspondant à la valeur des marchandises manquantes – Cumul avec une sanction pécuniaire – Proportionnalité : [CJUE 4-3-2020 aff. 655/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée – Directive 2006/112/CE – Article 132, paragraphe 1, sous c) – Exonérations – Prestations de soins à la personne effectuées dans le cadre de l'exercice des professions médicales et paramédicales – Prestations par téléphone – Prestations fournies par des infirmiers et des assistants médicaux : [CJUE 5-3-2020 aff. 48/19](#).
- Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 132, paragraphe 1, sous b) – Exonérations – Hospitalisation et soins médicaux – Établissements hospitaliers – Prestations fournies dans des conditions sociales comparables à celles qui valent pour les organismes de droit public – Articles 377 et 391 – Dérogations – Faculté d'opter pour la taxation – Maintien de la taxation – Modification des conditions d'exercice de l'activité : [CJUE 5-3-2020 aff. 211/18](#).
- Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Déduction de la taxe payée en amont – Directive 2006/112/CE – Articles 168 et 176 – Exclusion du droit à déduction – Acquisition de services d'alimentation – Clause de standstill – Adhésion à l'Union européenne : [Ord. CJUE 26-2-2020 aff. 630/19](#).

SOCIAL

Sites institutionnels

- [Ministère du Travail](#) : Coronavirus : Questions/réponses pour les entreprises et les salariés.
- [Bulletin officiel du Ministère du Travail n° 2 du 29-2-2020](#)
- [BOCC n° 2019/52 du 11 janvier 2020](#)

- [Circulaire Cnav n° 2020/15 du 04/03/2020](#) : Plafond de la sécurité sociale - Revalorisation au 1er janvier 2020 – Taux et assiettes de cotisations
- [Ministère de l'Economie](#) : Coronavirus et monde du travail : réunion avec les partenaires sociaux. Discours de Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances.
- [Ministère des Solidarités et de la Santé](#) : Indemnités journalières maladie pour isolement
- [Gouvernement](#) : Déclaration relative à l'engagement de la responsabilité du Gouvernement sur le Projet de loi instituant un système universel de retraite
- [Urssaf](#) : Epidémie de Coronavirus : l'Urssaf vous accompagne
- [Urssaf](#) : Mise à jour des barèmes indemnités kilométriques
- [Urssaf](#) : Ambassades, consulats, délégations et représentations permanentes auprès des organisations internationales : affiliation au régime obligatoire d'assurance chômage au 1er avril 2020
- [Cnil](#) : Premier palier de la mise en conformité atteint pour la société Boutique.Aéro.
- [Sécurité sociale](#) : Responsables au quotidien : le référentiel RSO de la Sécurité sociale.
- [MSA](#) : Les taux de cotisations des non-salariés agricoles pour 2020
- [MSA](#) : Les cotisations et les contributions sociales du chef d'exploitation et de sa famille
- [Agirc-Arrco](#) : CSG 2020 – Régularisation en mars et avril
- [CIBTP](#) : Chômage intempéries : rétrocession de cotisations aux entreprises.
- [Défenseur des droits](#) : Partenariat Ouest-France : licenciement en raison de l'apparence physique
- [COR](#) : Point sur les modèles de microsimulation

Jurisprudence

- Contrat de travail : [Arrêt n°374 du 4 mars 2020 \(19-13.316\) - Cour de cassation - Chambre sociale](#)
- Indemnisation des victimes d'infraction - Chose jugée : [Arrêt n°285 du 5 mars 2020 \(19-12.720\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)
- Cour de cassation : [Lettre de la chambre sociale n° 3 janvier-février 2020](#)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 26 février 2020](#) relatif au taux et aux conditions de versement des avances à défaut d'accord entre la commission paritaire interprofessionnelle régionale et l'employeur en application des articles R. 6323-18-2-1 et D. 6323-18-1 du code du travail
- [Arrêté du 21 février 2020](#) fixant les taux de cotisation des employeurs de la main-d'œuvre docker à la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers à compter du 1er janvier 2019
- [Arrêté du 26 février 2020](#) fixant le barème forfaitaire permettant l'évaluation des frais de déplacement relatifs à l'utilisation d'un véhicule par les bénéficiaires de traitements et salaires optant pour le régime des frais réels déductibles
- [Décret n° 2020-184 du 28 février 2020](#) relatif aux modalités de candidature des organisations professionnelles d'employeurs à la représentativité patronale
- [Arrêté du 26 février 2020](#) portant abrogation de l'arrêté du 2 juin 2000 fixant les cotisations forfaitaires de sécurité sociale dues au titre de l'emploi des artistes du spectacle vivant participant à des spectacles occasionnels
- [Décret n° 2020-193 du 4 mars 2020](#) relatif au délai de carence applicable à l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière pour les personnes exposées au coronavirus
- [Décret du 4 mars 2020](#) relatif à la clôture des comptes et la liquidation de la Caisse nationale et des caisses locales déléguées pour la sécurité sociale des travailleurs indépendants
- [Arrêté du 27 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 3 février 2012 relatif aux avances, aux subventions, aux prêts et à l'attribution de ristournes sur cotisations ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles des salariés agricoles
- [Décret n° 2020-198 du 5 mars 2020](#) relatif à la déduction de la cotisation à la formation professionnelle pour les employeurs du bâtiment et des travaux publics

Union Européenne

- [Proposition de DÉCISION DU CONSEIL](#) relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres
- [Commission européenne](#) : La Commission s'attaque au travail non déclaré
- Renvoi préjudiciel – Sécurité sociale des travailleurs migrants – Coordination des systèmes de sécurité sociale – Règlement (CE) no 883/2004 – Articles 3 et 11 – Champ d'application matériel – Prestations relevant du champ d'application de ce règlement – Qualification – Prestation de maladie – Prestation d'invalidité – Prestation de chômage – Personne ayant cessé d'être affiliée à la sécurité sociale d'un État membre après y avoir arrêté son activité professionnelle et avoir déplacé sa résidence dans un autre État membre – Demande visant à bénéficier d'une allocation de rééducation dans l'ancien État membre de résidence et d'emploi – Refus – Détermination de la législation applicable : [CJUE 5-3-2020 aff. 135/19](#).

Sites institutionnels

- [DGCCRF](#) : Indication de l'origine des ingrédients des denrées alimentaires transformées : mise en place d'un groupe de travail dans le cadre du Conseil national de la Consommation.
- [DGCCRF](#) : Plan de contrôle des systèmes de qualité européens applicables aux denrées alimentaires.
- [AMF](#) : L'autorité des marchés financiers rappelle certaines règles d'information qui s'appliquent aux sociétés cotées dans le contexte de l'épidémie de coronavirus.
- [AMF](#) : La Commission des sanctions de l'AMF sanctionne la société Forever Winner International Development Ltd, son dirigeant et une autre personne physique pour manquement d'initié
- [AMF](#) : La Commission des sanctions de l'AMF sanctionne la société Bloomberg LP pour diffusion de fausses informations
- [AMF](#) : L'AMF obtient le paiement du complément de prix dû aux anciens actionnaires de Systran SA
- [AMF](#) : L'AMF répond à l'analyse d'impact initiale de la Commission européenne sur la revue de la directive extra-financière
- [ADLC](#) : Etablissements de santé : feu vert sous conditions au rachat de Hexagone Santé Méditerranée par Elsan.
- [ADLC](#) : Feu vert sous conditions au rachat des boulangeries Pain Frotté par Kin Siong, Lam Tow et Yong Wai Man
- [ADLC](#) : L'Autorité publie son avis sur le plafonnement tarifaire de l'état daté
- [ANSA](#) : Guide sur le traitement des votes en assemblées générales
- [Banque de France](#) : Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - Commission des sanctions Procédure n° 2019-05
- [CNIL](#) : La CNIL lance une consultation publique sur son projet de certification « Formation à la protection des données »
- [Cour des comptes](#) : La lutte contre les contrefaçons
- [Sénat](#) : Plus de transparence sur les étiquetages alimentaires : le Sénat s'engage en faveur des consommateurs
- [Ministère de l'Economie](#) : Naissance du grand pôle financier public : un motif de fierté collective

Jurisprudence

- Saisie : [Arrêt n°135 du 4 mars 2020 \(19-81.371\) - Cour de cassation - Chambre criminelle](#)
- Saisie : [Arrêt n°139 du 4 mars 2020 \(19-81.818\) - Cour de cassation - Chambre criminelle](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2020-178 du 27 février 2020](#) modifiant le contrat type pour les transports fluviaux de marchandises ayant pour objet un seul voyage ou des voyages multiples figurant en annexe au livre IV de la quatrième partie du code des transports
- [Arrêté du 28 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules
- [Arrêté du 18 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 23 avril 2012 modifié fixant les modalités pratiques de l'examen du permis de conduire des catégories A1, A2 et A
- [Décret n° 2020-188 du 3 mars 2020](#) relatif aux aides à l'acquisition ou à la location des véhicules peu polluants
- [Arrêté du 25 février 2020](#) modifiant l'arrêté du 12 mai 1997 relatif aux conditions techniques d'exploitation d'avions par une entreprise de transport aérien public (OPS 1), l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale et l'arrêté du 23 avril 2004 portant diverses dispositions en matière de transport aérien public au moyen d'hélicoptères
- [Décision n° 2020-843 du 27 février 2020](#) du Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques adoptant son règlement intérieur
- [Décret n° 2020-197 du 5 mars 2020](#) relatif aux prix de vente des gels hydro-alcooliques
- [Décret n° 2020-199 du 4 mars 2020](#) relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Autorité nationale des jeux

Union Européenne

- [DIRECTIVE \(UE\) 2020/284 DU CONSEIL du 18 février 2020](#) modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement

- Concurrence – Aides d’État – Entreprise exploitant des réseaux de liaisons par autobus dans la région de Campanie (Italie) – Compensation pour des obligations de service public versée par les autorités italiennes à la suite d’une décision du Consiglio di Stato (Conseil d’État, Italie) – Décision de la Commission européenne déclarant la mesure d’aide illégale et incompatible avec le marché intérieur : [CJUE 4-3-2020 aff. 587/18](#)
- Concurrence – Aides d’État – Entreprise exploitant des réseaux de liaisons par autobus dans la région de Campanie (Italie) – Compensation pour des obligations de service public versée par les autorités italiennes à la suite d’une décision du Consiglio di Stato (Conseil d’État, Italie) – Décision de la Commission européenne déclarant la mesure d’aide illégale et incompatible avec le marché intérieur : [CJUE 4-3-2020 aff. 586/18](#)
- Concurrence – Contrôle des opérations de concentration entre entreprises – Règlement (CE) no 139/2004 – Article 4, paragraphe 1 – Obligation de notification préalable des concentrations – Article 7, paragraphe 1 – Obligation de suspension – Article 7, paragraphe 2 – Exemption – Notion de “concentration unique” – Article 14, paragraphe 2 – Décision infligeant des amendes pour la réalisation d’une opération de concentration avant sa notification et son autorisation – Principe ne bis in idem – Principe d’imputation – Concours d’infractions : [CJUE 4-3-2020 aff. 10/18 - Conclusions](#)
- Marque de l’Union européenne – Règlement (CE) no 207/2009 – Article 8, paragraphe 1, sous b) – Risque de confusion – Appréciation de la similitude des signes en conflit – Appréciation globale du risque de confusion – Prise en compte des conditions de commercialisation – Neutralisation d’une similitude phonétique par des différences visuelle et conceptuelle – Conditions de la neutralisation : [CJUE 4-3-2020 aff. 328/18](#)
- Marque de l’Union européenne – Règlement (CE) n° 207/2009 – Marques verbales et figuratives “BURLINGTON” – Opposition du titulaire de marques verbales et figuratives antérieures “BURLINGTON” et “BURLINGTON ARCADE” – Article 8, paragraphe 1, sous b) – Risque de confusion – Arrangement de Nice – Classe 35 – Notion de “services de vente au détail” – Article 8, paragraphe 4 – Usurpation – Article 8, paragraphe 5 – Renommée – Critères d’appréciation – Similitude entre les produits et les services – Rejet de l’opposition : [CJUE 4-3-2020 aff. 155/18 à 158/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Protection des consommateurs – Directive 2008/48/CE – Contrats de crédit aux consommateurs – Article 8 – Obligation de vérification par le prêteur de la solvabilité du consommateur – Réglementation nationale – Opposabilité de la prescription à l’exception de nullité du contrat soulevée par le consommateur – Article 23 – Sanctions – Caractère effectif, proportionné et dissuasif – Juge national – Examen d’office du respect de ladite obligation : [CJUE 5-3-2020 aff. 679/18](#).
- La Cour annule l’arrêt du Tribunal selon lequel la marque collective HALLOUMI, réservée aux fromageries chypriotes, ne fait pas obstacle à l’enregistrement comme marque de l’Union européenne du signe « BBQLOUMI » pour les fromages d’un producteur bulgare : [CJUE 5-3-2020 aff. 766/18 \(communiqué\)](#)

IMMOBILIER

Sites institutionnels

- [SGFGAS](#) : TAUX PLAFONDS DES PC (et des PAS à compter du 1er juillet 2015) - Mis à jour le 02/03/2020
- [ADLC](#) : L’Autorité publie son avis sur le plafonnement tarifaire de l’état daté
- [Assemblée Nationale](#) : Rapport d’information n° 2735. Evaluation de la loi de modernisation, développement et protection des territoires de montagne

Jurisprudence

- Sûretés réelles immobilières : [Arrêt n°225 du 5 mars 2020 \(19-10.398\) - Cour de cassation - Troisième chambre civile](#)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 5 février 2020](#) pris en application de l’article L. 111-18-1 du code de l’urbanisme
- [Arrêté du 17 février 2020](#) modifiant l’arrêté du 29 août 2014 pris en application de l’article 4 du décret n° 2014-890 du 1er août 2014 relatif au plafonnement des honoraires imputables aux locataires et aux modalités de transmission de certaines informations par les professionnels de l’immobilier
- [Arrêté du 27 février 2020](#) délivrant l’agrément d’observatoire local des loyers à l’agence d’urbanisme et d’aménagement Toulouse aire métropolitaine

CIVIL

Jurisprudence

- Conflit de lois : [Arrêt n°178 du 4 mars 2020 \(18-26.661\) - Cour de cassation - Première chambre civile](#)
- Preuve - Procédure civile : [Arrêt n°177 du 5 mars 2020 \(19-13.509\) - Cour de cassation - Troisième chambre civile](#)
- Fonds de garantie - Prescription civile : [Arrêt n°296 du 5 mars 2020 \(19-15.406\) - Cour de cassation - Deuxième chambre civile](#)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 26 février 2020](#) portant modèle de statuts de la Fédération nationale des chasseurs

DIVERS

- [La lettre de la justice administrative n° 59 - février 2020](#)
- [Lettre de jurisprudence du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise n° 29 – Juillet – Décembre 2019](#)
- [Cour administrative d'appel de Lyon](#) : Procès fictif sur les problématiques juridiques basées sur l'intelligence artificielle
- Sanction d'un notaire ayant opéré un transfert de propriété de biens de l'État à un monastère : non-violation de la Convention : [CEDH 5-3-2020 n° 69291/12](#).
- [Décret n° 2020-179 du 28 février 2020](#) relatif aux tarifs réglementés applicables à certains professionnels du droit
- [Arrêté du 28 février 2020](#) fixant les tarifs réglementés des greffiers des tribunaux de commerce
- [Arrêté du 28 février 2020](#) fixant les tarifs réglementés des commissaires-priseurs judiciaires
- [Arrêté du 28 février 2020](#) fixant les tarifs réglementés des huissiers de justice
- [Arrêté du 28 février 2020](#) fixant les tarifs réglementés des notaires
- [Arrêté du 28 février 2020](#) fixant les tarifs réglementés applicables aux administrateurs judiciaires, commissaires à l'exécution du plan, mandataires judiciaires et aux liquidateurs
- [Ordonnance n° 2020-192 du 4 mars 2020](#) portant réforme des modalités de délivrance de la légalisation et de l'apostille
- [Ministère de l'Économie](#) : Coronavirus COVID-19 : chefs d'entreprise, le ministère de l'Économie est à vos côtés
- [Dila](#) : Relations usagers-administration : le succès grandissant de la médiation
- [JO Questions/Réponses Assemblée nationale n° 9 du 3-3-2020](#)
- [JO Questions/Réponses Sénat n° 10 du 5-3-2020](#)